

503619

LÉVÊQUE

JADE

31/01/2005

---

Note de délibération : 18 / 20

---



Numéro d'inscription

503619



Né(e) le

31 / 01 / 2005

Signature

Nom

LÈVÊQUE

Prénom (s)

JADE

18 / 20

Ecritome

Épreuve :

ES+H

Sujet

 1

ou

 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

01

/ 03

Numéro de table

01

7

Depuis la Révolution industrielle, les dirigeants d'entreprise ~~ont~~ ou les entrepreneurs ont pris conscience de leurs responsabilités. Dans l'Évangile des Riches, Andrew Carnegie, un self-made man d'Écosse ayant fait fortune dans l'acier avec son entreprise Carnegie Steel aux États-Unis, explique que les riches entrepreneurs ne doivent pas montrer leur richesse mais doivent plutôt l'employer pour aider les plus démunis. J.P. Morgan avait également à cœur que son salaire ne soit pas plus de 42 fois celui de son employé le moins bien payé. Toutefois, la responsabilité des entreprises rencontre-t-elle pas des limites aujourd'hui ?

Une entreprise est une unité économique qui combine des facteurs de production pour créer des biens et des services marchands. Le fait qu'elle ait une responsabilité signifie qu'elle a un rôle à jouer, une certaine tâche à accomplir. Nous pouvons évoquer le principe de responsabilité sociétale (ou sociale) des entreprises, c'est-à-dire la prise en compte par les entreprises, volontairement ou parce qu'elles y sont contraintes de leurs responsabilités sociales, éthiques et environnementales. En effet, les entreprises sont un des principaux acteurs de l'économie et de la société moderne capitaliste. Leur activité a donc un impact et elles en sont responsables. Elles ont des responsabilités envers leurs travailleurs, pour les accidents du travail, envers les consommateurs, environnementales, éthiques, sociales et <sup>doivent</sup> assumer les risques qu'elles prennent. Toutefois cette responsabilité a des limites : il y a quelque chose qui empêche les entreprises d'être responsables et leur responsabilité est cadrée, les entreprises ne peuvent pas être tenues responsables de tout car il y a d'autres acteurs : l'État, les ménages, les travailleurs (bien qu'ils fassent partie de l'entreprise), le reste du monde, les investisseurs et les actionnaires ainsi que les institutions sans but lucratif au service des ménages. De plus, l'entreprise a essentiellement un objectif économique

et évolue dans un climat d'incertitude, ce qui peut l'empêcher de répondre à ses responsabilités

Ainsi, la responsabilité de l'entreprise s'étend-elle à tous les domaines et fonctionne-t-elle de manière indéfectible ou alors l'objectif de rentabilité de l'entreprise, son évolution dans un climat d'incertitude et sa soumission aux exigences d'autres acteurs sont-ils des limites à sa responsabilité? L'enjeu serait donc de savoir comment dépasser ces limites.

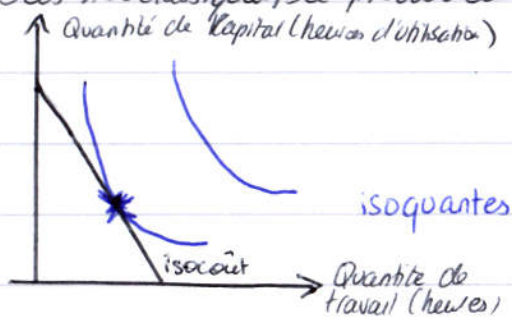
Dans un premier temps nous verrons que l'objectif de rentabilité de l'entreprise peut la détourner de ses responsabilités mais que cette limite est faiblement surmontable et peut même être un outil pour être responsable. Ensuite nous verrons que puisque l'entreprise évolue dans un climat d'incertitude, elle prend des risques dont elle n'est pas complètement responsable, d'où la responsabilité de l'état. Enfin, nous verrons que l'entreprise répond aux exigences d'autres agents qui eux aussi posent des limites à sa responsabilité.

\* \* \* \* \*

Dans cette première partie, nous verrons que l'objectif de rentabilité de l'entreprise la détourne de ses autres responsabilités (A). Nous verrons que cet objectif de profit peut justement être un levier pour être responsable environnementalement et envers les employés au lieu d'être une limite et que si ça reste une limite, l'état doit intervenir (B).

L'entreprise est un producteur cherchant à maximiser son profit et ce, au détriment de considérations éthiques, sociales et environnementales. Bien qu'il existe des entreprises de l'économie sociale et solidaire qui ont un objectif de profit et de bien-être général, la plupart des 4,2 million d'entreprises en France (Insee 2022) se focalisent plutôt sur le profit. En effet d'après la théorie néoclassique, le producteur est un homo <sup>c'est quelque chose d'essentiel au capitalisme: D'après Machiavel: Le prince (1536) on peut tout faire, même le mal pour le bien.</sup> économique maximisateur qui cherche à maximiser son profit en minimisant ses coûts. Puisque d'après Ludwig Von Mises dans Human Action: <sup>ee</sup> l'agir humain est nécessairement toujours

rationnel<sup>33</sup>, le producteur va utiliser sa rationalité pour poursuivre cet objectif ; ne prenant ainsi pas en compte les externalités (avantages ou coûts monétaires non pris en compte lors de la transaction sur le marché). C'est une des limites de la théorie néoclassique. En effet, en poursuivant son intérêt propre, le producteur ne permet<sup>pas</sup> d'arriver à la meilleure situation pour la collectivité. La main invisible d'Adam Smith ne fonctionne pas. En effet d'après les néoclassiques, le producteur va maximiser son utilité en minimisant ses coûts



Il va donc chercher à arbitrer entre facteurs de production substituables (travail et capital) afin d'atteindre son optimum (\*): lorsque le rapport : productivité marginale du capital =  $\frac{\text{coût marginal capital (taux d'intérêt)}}{\text{coût marginal travail (salaire)}}$

Il peut donc ne pas prendre en compte le bien-être et donc sa responsabilité envers les travailleurs en les remplaçant par du capital fixe (des machines)<sup>ou en amenant leur salaire au minimum vital</sup>. Piero Wacziarg dans Vers l'automatisation sociale explique que le travail est de plus en plus vide de sens et automatisé : les travailleurs perdent le rapport avec leur travail et ne sont donc pas épanouis. C'est également le danger du taylorisme (Frederick Taylor : Principles of Scientific Management) qui, en découpant le travail en gestes élémentaires chronométrés afin de maximiser le profit nuit au bien-être des salariés à cause de la monotonie. Ceci est encore d'actualité aujourd'hui : David Graeber dans Bullshit Jobs explique que 36% des Britanniques disent avoir un travail vide de sens. Il semble donc qu'en recherchant le profit, les entreprises ne répondent pas à leur responsabilité envers les salariés (de créer un environnement de travail propice à leur épanouissement) mais également environnementales car pour rentabiliser, il faut produire et donc consommer des ressources naturelles et polluer. Le profit La recherche de profit est donc une limite à la responsabilité des entreprises, comment la dépasser?

\* \* \*

La recherche de profit est une limite qu'on peut dépasser. John Elkington, fondateur du cabinet de conseil en développement durable Sustain Ability avait proposé d'évaluer une entreprise avec la triple performance : planet, people, profit. Il avait ensuite expliqué que les entreprises avaient vu cela comme une substituabilité entre les trois composants : faire plus de profit

compense de négliger les responsabilités sociales et environnementales, <sup>par exemple</sup> mais ceci n'est pas nécessairement vrai. En effet, pour maximiser le profit, montrer qu'on est responsable peut être bénéfique pour une entreprise. Le profit cesse alors d'être une limite et devient une incitation à la prise en compte des responsabilités par les entreprises. Garantir un espace de travail propice à l'épanouissement (être responsable envers les salariés) permet de maximiser la productivité (le rapport entre une production et des facteurs la réalisant) du travail et donc de maximiser le profit. C'est ce que Elton Mayo explique dans Management and the Worker lorsqu'il dit que la prise en compte des salariés et de leur bien-être est bénéfique pour le profit. C'est également la thèse de Friedrich Herzberg : Work and the Nature of Man : l'homme a une relation double à son travail qui est vu à la fois comme une source d'épanouissement mais <sup>aussi</sup> de contrainte. Le <sup>manager</sup> ~~directeur~~ doit veiller à rendre le travail le moins contraignant et le plus épanouissant possible. Ainsi l'entreprise a intérêt à prendre en compte ses responsabilités envers les travailleurs si elle veut maximiser son profit. C'est ce qu'<sup>il y</sup> avait déjà compris le mouvement socialiste utopique anglais avec le paternalisme en entreprise : embaucher les membres d'une même famille, les loger, fournir des écoles... C'est par exemple le cas des cités ouvrières ou de cadres de l'entreprise de chimie Solvay. La prise en compte des responsabilités environnementales peut également être motivée par le profit. En effet d'après un sondage de Environment Magazine, 80% des sondés seraient prêts à changer l'entreprise où ils achètent si elle ne <sup>prend</sup> ~~prend~~ pas en compte l'environnement. Le prendre en compte permet donc de vendre car les individus ont une rationalité limitée et sont sensibles aux nudges d'après Herbert Simon et Thaler. Microsoft a donc par exemple comme objectif de devenir carbone négatif d'ici 2030.

Ainsi la recherche de profit peut être vue comme un outil pour responsabiliser les entreprises mais si cette recherche pose toujours problème, c'est à l'état d'intervenir pour repousser cette limite. Pour les travailleurs, Adam Smith dans De la Richesse des Nations (1776) explique que le travail abrutit les ouvriers donc que l'état doit fournir de l'éducation. L'état peut aussi pousser les entreprises à être responsables de l'environnement avec de la législation : <sup>par exemple,</sup> la loi Grenelle 2 qui oblige les entreprises à fournir de l'information sur leur action sociale et environnementale, la loi obligeant un

Numéro d'inscription

503619



Né(e) le

31 / 01 / 2005

Signature

Nom

LÉVÊQUE

Prénom (s)

JADE

18 / 20

Ecritome

Épreuve :

ESTH

Sujet

 1

ou

 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

02

/ 03

Numéro de table

01

7

contrat de travail écrit pour protéger les travailleurs (et éviter le travail au noir) de 1992 ou alors par des programmes tels que le Emissions Trading Scheme en Union Européenne qui est un marché de quotas d'émissions<sup>de CO<sub>2</sub></sup> pour les 11000 plus grandes entreprises. Si cela ne fonctionne pas, l'état peut faire des procès aux entreprises qui ne respectent pas leurs responsabilités comme le procès contre Microsoft qui était trop concentrée en 1997.

Dans cette première partie nous avons vu que la recherche de profit peut être vue comme une limite à la responsabilité des entreprises mais que cette limite peut aussi être vue comme un mécanisme d'imitation à la responsabilisation et que sinon l'état peut repousser cette limite. Quelle serait donc une autre limite à la responsabilité des entreprises ?

✗ ✗ ✗ ✗ ✗ ✗ ✗ ✗ ✗ ✗

Dans cette deuxième partie nous verrons que l'entreprise évolue dans un climat d'incertitude ce qui l'empêche d'être responsable de certains risques (A) puis que l'état peut repousser cette limite en responsabilisant les entreprises, en sollicitant les crises, en offrant de l'assurance ou en orientant les entreprises.

Par définition, l'entreprise (toujours à la recherche de profit) cherche à innover pour bénéficier d'un monopole temporaire d'exploitation sur son innovation<sup>la commercialisation de</sup>. Dans son livre Risk, Uncertainty and Profit, Frank Knight explique que les entreprises évoluent dans un contexte d'incertitude : ~~ils ne savent pas~~ les situations sont tellement improbables qu'on ne peut pas les probabiliser. En effet l'entrepreneur ne sait pas quelle sera la réaction du marché à son produit et il peut donc prendre le risque d'une faillite, d'un

problèmes dans le processus de fabrication qui peuvent avoir des repercussions sur l'ensemble de l'activité. En effet, d'après Frank Knight, l'entrepreneur innove et brise la routine économique en se fiant à son intuition mais des risques sont associés. D'autre part

L'entreprise peut entraîner des crises de surproduction ou de surinvestissement. C'est la métaphore du piège à chapeau d'affaires : on ne voit pas les effets de l'investissement immédiatement donc on surinvestit jusqu'à voir les effets puis on sousinvestit. L'entreprise est responsable mais le fait qu'elle évolue dans un environnement incertain et qu'elle puisse déclencher des crises pose des limites à sa responsabilité dans le sens qu'ils l'empêchent de l'assumer après la crise et que l'entreprise elle-même n'est pas parfaitement responsable puisqu'elle n'a pas fait de choix conscients ayant eu cet impact. Qui donc doit prendre la responsabilité? \*

C'est à l'état d'intervenir pour responsabiliser les entreprises, les orienter et solutionner les crises en offrant de l'assurance. D'abord, l'état peut repousser la limite du rejet de responsabilité en responsabilisant les entreprises. Par exemple, depuis Bâle I (1988) les banques doivent conserver 8% de fonds propres pour éviter les risques. Le capital du dirigeant de l'entreprise doit également être en jeu pour le pousser à éviter les risques. C'était le cas des sociétés en nom collectif (83% des entreprises françaises en 1860). D'autre part, les entreprises ne peuvent pas être tenues responsables de toute la production; il y a des limites à leur responsabilité: d'après Marianna Mazzucatto dans son livre L'état Entrepreneur, l'état peut orienter l'innovation des entreprises (et donc quels produits elles produisent) vers des domaines responsables et nécessaires en finançant la recherche ou en offrant des infrastructures. Par ailleurs, il doit prendre en charge la production de biens non rentables à court terme comme l'évoquait Adam Smith pour les canaux car l'entrepreneur à la recherche de profit ne le fera pas. L'entreprise

n'est pas responsable de chaque production. L'Etat doit enfin intervenir pour combler les limites de la responsabilité des entreprises posée par les risques auxquelles elles sont soumises (même si l'Etat et ses politiques sont également responsable du cas où il y a des limites à la responsabilité des entreprises comme nous le verrons dans la dernière partie).

Ainsi l'Etat doit mettre en place de la protection sociale grâce à un Etat Providence et résoudre les crises avec des politiques budgétaires et monétaires.

~~avec des politiques structurelles de concurrence industrielle ou d'exporter.~~ En 1936, Keynes (Théorie Générale de l'emploi et de l'intérêt de la monnaie) constate la fin du laisser faire des entreprises. L'Etat est responsable aussi et doit agir comme l'a fait Roosevelt avec le New Deal en 1933 et le 2<sup>nd</sup> New Deal plus social (Wagner Act et Social Security Act) en 1935 pour combler les limites des entreprises.

Dans cette deuxième partie nous avons donc vu que le fait que les entreprises évoluent dans un climat d'incertitude les pousse <sup>inévitablement</sup> à prendre des risques irresponsables et que c'est l'Etat qui doit repousser cette limite en les responsabilisant les orientant, produisant <sup>lui-même</sup> ou sollicitant les crises entraînés. Nous avons également évoqué l'idée que l'<sup>entreprise</sup> n'est pas responsable de tout. Il y a des limites à sa responsabilité car il y a d'autres agents responsables. Ce sera la thèse défendue dans la troisième partie.

\* \* \* \* \*

Dans cette troisième partie nous verrons que la responsabilité de l'entreprise rencontre des limites elle s'arrête en commençant celle des autres agents. Nous verrons d'abord que l'entreprise répond aux exigences de l'Etat, des managers, du reste du monde et des actionnaires (A) et donc que eux aussi sont responsables (ou doivent l'être) (B).

L'entreprise répond à des exigences extérieures qui limitent ce sur quoi elle peut être tenue responsable. D'abord, elle est soumise aux exigences de l'Etat comme nous avons déjà vu et cet environnement institutionnel joue un rôle comme l'explique Sydney Tanouss dans Cycles of Collective Action: l'Etat et les institutions incitent ou non les entreprises à prendre en compte leurs responsabilités. L'Etat a également une responsabilité. Prenons l'exemple du chômage. On pourrait reprocher aux entreprises de ne pas prendre en compte

Leur responsabilité sociale de veiller au bien-être de la collectivité puisqu'ils préfèrent mécaniser plutôt qu'embaucher. Toutefois Jacques Rueff : L'allocation chômage : cause du chômage permanent défend que l'allocation chômage mise en place par l'Etat pousse les travailleurs vers l'inactivité en augmentant leur salaire de réserve. Pigou quant à lui explique que la valeur trop élevée du SMIC mis en place en 1970 pousse les entreprises à ne pas embaucher les moins productifs qui n'ont pas une productivité marginale supérieure ou égale au coût minimal du travail, les poussant ainsi vers l'inactivité. L'entreprise n'est pas le seul responsable. L'entreprise répond par ailleurs aux exigences des consommateurs puisque selon Keynes elles produisent pour répondre à la demande solvable. Si les entreprises mettent des produits nouveaux pour l'environnement, ce ne sont pas les seuls responsables car ils produisent pour un consommateur qui achète. La concurrence mondiale est également une limite à la prise en compte de la responsabilité par les entreprises. Elle les oblige à offrir des prix compétitifs et donc à économiser sur les coûts salariaux ou ne pas être regardant sur l'impact environnemental de leur activité. Une autre limite est posée par les actionnaires qui imposent le profit comme objectif. Un PDG d'entreprise qui ne répondrait pas à l'objectif de rentabilité à court terme serait renvoyé par les actionnaires à l'instar de Eisner, le PDG de Disney en 2005. Aujourd'hui, 14% des entreprises françaises sont financées par l'émission d'actions ou d'obligations et 40% des entreprises du CAC40 (et 26% des autres) dépendent du capital étranger, qui est donc encore plus volatil. Cela explique la recherche du profit avant tout des entreprises d'autant plus qu'aujourd'hui elles sont concurrencées par l'ubérisation : la remise en cause du modèle traditionnel d'activité par l'arrivée d'un nouveau producteur <sup>indépendant</sup> qui propose le même service à prix réduit souvent via des plateformes en ligne. Ainsi la responsabilité des entreprises rencontre une limite : elle est partagée avec d'autres acteurs.

\* \* \*  
Ces autres acteurs doivent donc eux aussi être tenus responsables si l'on veut promouvoir une économie sociale, solidaire et respectant l'environnement. Ils doivent être responsables mais aussi être responsables. Dans le documentaire

Numéro d'inscription

5 0 3 6 1 9

Signature

Né(e) le

31 / 01 / 2005

Nom

L É V Ê Q U E

Prénom (s)

J A D E

18 / 20



Épreuve : EST

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table

0 1 7

Buy More (Netflix), des employés d'Amazon sont montrés lorsqu'ils partent en grève pour manifester contre le manque d'action climatique d'Amazon. Les employés des entreprises en font partie, ils sont eux aussi responsables et doivent tenir leur employeur comme responsable. D'autre part les entreprises satisfont une demande solvable donc le choix de consommation doivent se responsabiliser également et se tourner vers des modes de consommation plus durables. L'entreprise et les ménages ne savent pas tout le temps estimer les risques ou bénéfices associés avec une production ou une consommation ce n'est pas en manque de responsabilité mais de rationalité et donc l'état est responsable de ce biens. Richard Musgrave les nomme "biens totélaires" (A pure theory of public finance) : alcool, drogues, tabac. Enfin puisque les entreprises dépendent du capital qu'elle reçoivent, les investisseurs doivent être responsables eux aussi et ne pas se fier uniquement au "climat des affaires" (Keynes) pour pouvoir soutenir des investissements long termes.

Dans cette dernière partie, nous avons vu qu'une limite de la responsabilité des entreprises est celle des autres <sup>agents</sup> et le fait qu'elle soit soumise à leurs exigences. Les autres agents : ~~l'état~~ l'état, les ménages, le reste du monde et les investisseurs doivent eux aussi être tenus responsables si l'on veut optimiser l'utilité collective présente - et celle des générations futures.

\* \* \* \* \*

Pour conclure, nous avons constaté trois limites de la responsabilité des entreprises. Les deux premières : la recherche de profit comme raison d'être de l'entreprise et son évolution dans l'incertitude sont des limites car elles freinent, empêchent la prise en compte des entreprises de leur RSE. La dernière limite : les autres agents est une limite quant au champ où s'étend la responsabilité de l'entreprise. Elle ne peut être tenue responsable de tout puisqu'elle répond aux exigences d'autres agents : l'État, les ménages, le reste du monde et les investisseurs qui eux aussi impactent l'environnement économique, social et environnemental et doivent être tenus responsables. Nous avons également cherché des solutions pour dépasser ces limites et avons vu que le profit peut être vu comme une incitation aux pratiques de comportement vertueux par les entreprises (pour mieux vendre et augmenter la productivité) et que l'État a un rôle à jouer pour responsabiliser, orienter et régler les conséquences des limites de la responsabilité.

L'entreprise a des responsabilités mais quel acteur de l'entreprise ~~est~~ est responsable ? Les investisseurs, dirigeants, managers ou travailleurs ? Isaac Getz dans son livre : Liberating Leadership est partisan d'une "entreprise libérée" dans laquelle les travailleurs seraient libres et responsables des actions qu'ils jugent bonnes d'entreprendre. Cela ne pose-t-il pas le risque d'ôter toute responsabilité aux supérieurs hiérarchiques ? Dans ce cas, comment tenir l'entreprise responsable tout en laissant une marge de main-d'œuvre aux salariés ?



